

“FORMATION DE MASSE EN MILIEU RURAL, ÉLÉMENT DE RÉFLEXION POUR LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE”

Ouagadougou, Burkina Faso
30 mai au 3 juin 2005

Le contexte des formations rurales en RCA : quelles priorités pour une sortie de crise rapide ?

WYBRECHT Bertrand

Conseiller Technique du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage
République de Centre Afrique

Introduction.

Cette contribution se propose de présenter un type de contexte particulier : celui des pays qui essaient de sortir de longues années de crise. La dégradation du système d'enseignement général et du dispositif de formation agricole pendant les « années noires » et la faiblesse des ressources financières disponibles en période de sortie de crise obligent l'Etat à définir des priorités essentielles, parmi lesquelles la formation de masse des producteurs ruraux n'a pas forcément la place que certains souhaiteraient qu'elle occupe.

1/ La crise centrafricaine : une décomposition lente de l'Etat débouchant sur le pillage de ses symboles.

Le système éducatif centrafricain a, pendant les premières décennies qui ont suivi l'indépendance, conduit à une remarquable amélioration du niveau d'éducation de la population. Cela ressort notamment de la comparaison des taux d'alphabétisation dans les différentes tranches d'âge de la population :

Tableau 1 : pourcentage de la population âgée de 15 ans ou plus sachant lire et écrire, par sexe et par âge (source : enquête à indicateurs multiples MICS 2000, Min. du Plan – UNICEF)

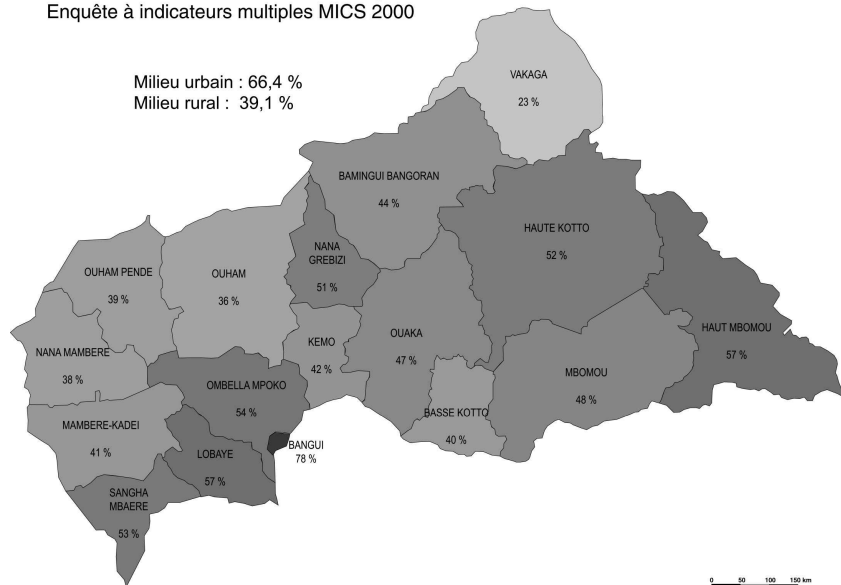
| Age | Sexe | | Ensemble |
|-------|----------|---------|----------|
| | Masculin | Féminin | |
| 15-24 | 70.2 | 46.9 | 58.5 |
| 25-34 | 70.3 | 37.7 | 52.3 |
| 35-44 | 67.9 | 30.2 | 48.8 |
| 45-54 | 61.4 | 15.1 | 36.3 |
| 55-64 | 40.3 | 4.1 | 22.5 |
| 65+ | 21.1 | 3.3 | 13.2 |

Les jeunes générations apparaissent nettement plus alphabétisés que les « anciens », nés avant l'indépendance.

De fortes disparités existent entre les deux sexes, mais les progrès de l'alphabétisation des femmes sont très importants et se prolongent jusqu'aux générations les plus récentes, alors que le taux d'alphabétisation des garçons n'augmente plus depuis longtemps.

POURCENTAGE DE LA POPULATION AGÉE DE PLUS DE 5 ANS AYANT FRÉQUENTÉ LE SYSTÈME SCOLAIRE

source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale - UNICEF
Enquête à indicateurs multiples MICS 2000



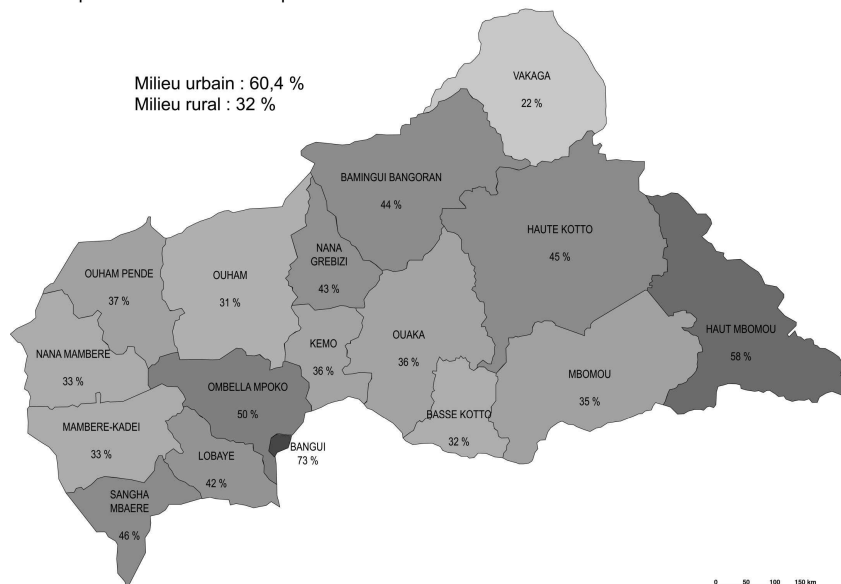
De fortes disparités existent également entre le milieu rural et le milieu urbain et, si Bangui constitue un milieu particulièrement favorisé où 22 % seulement de la population âgée de 5 ans ou plus n'a jamais été à l'école, ce taux varie très fortement entre les différentes préfectures de la RCA, comme l'illustre la carte ci-contre.

La situation politique et administrative de la RCA s'est lentement dégradée au cours de la décennie 90.

La comparaison des données de l'enquête à indicateurs multiples de 2000 avec les données antérieures illustre cette dégradation dans le domaine de l'enseignement primaire : le taux net de scolarisation¹, évalué à 63 % en 1996, était estimé à 44 % en 1998 et à 43 % en 2000.

TAUX NET DE SCOLARISATION EN 2000

source : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale - UNICEF
Enquête à indicateurs multiples MICS 2000



En milieu rural, il n'y avait plus en 2000 qu'un enfant sur trois qui allait à l'école, avec des variations géographiques présentées sur la carte ci-contre. Cet enfant n'avait que 5 % de chances de finir son cycle primaire sans redoubler.

Cette dégradation de la situation a également concerné les institutions de formation techniques sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et les structures de développement agricole, que la Banque Mondiale a

cessé brutalement d'appuyer en 1997-1998.

Cette lente descente aux enfers de l'administration centrafricaine a été ponctuée de crises paroxysmiques de nature militaro-politique : mutineries de 1996-1997, tentatives de coups

¹ Le taux net de scolarisation est le rapport de l'effectif des enfants âgés de 6 à 11 ans fréquentant un établissement scolaire sur la population totale des enfants de cette tranche d'âge

d'état de mai et novembre 2001. La plus grave a installé une atmosphère de guerre civile et coupé la RCA en deux d'octobre 2002 à mars 2003.

Pendant ces six mois l'administration n'a pratiquement pas fonctionné et les six préfectures du centre de la RCA ont servi de terrain de guerre à diverses troupes régulières et irrégulières, pratiquant au nom de la libération nationale ou de la sauvegarde de la légitimité démocratique des exactions que le pays n'avait plus connues depuis longtemps. Dans une ambiance de crise durable, les populations elles-mêmes ont participé au pillage des écoles et des centres de santé dont l'accès était devenu de plus en plus difficile au cours des années précédentes.

Les conséquences de cette dernière crise sur la capacité d'accueil des établissements scolaires ont été très fortes dans les préfectures concernées, comme l'illustrent les données suivantes :

Tableau 2. Impact du conflit sur la qualité de l'offre dans les départements affectés (source : UNDAF – CENTRAFRIQUE Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies au Développement 2004 – 2006)

| Préfecture | Avant le conflit (MICS 2000) | | Après le conflit (Enquête 2004) | |
|--------------|------------------------------|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------------|
| | élèves/ Enseignant | élèves/maîtres qualifiés | élèves/ Enseignant | élèves/maîtres Qualifiés |
| Ouham | 72 | 226 | 116 | 348 |
| Kémo | 60 | 180 | 102 | 306 |
| Ouham-Pende | 80 | 240 | 293 | 879 |
| Nana-Gribizi | 85 | 255 | 199 | 597 |

Remarques Enseignants Formés/Enseignants : 1/3

Tableau 3. Impact du conflit sur l'accès à l'éducation primaire et le niveau d'inscription (source : UNDAF – CENTRAFRIQUE Plan Cadre d'Assistance des Nations Unies au Développement 2004 – 2006)

| Préfectures Affectées | Avant le conflit (MICS 2000) | | | Après le conflit (Enquête 2004) | | |
|-----------------------|---|--------------------------------|--------------------|---|--------------------------------|--------------------|
| | Ratio élèves/Salle | Ratio élèves/Table- Banc | élèves Inscrits | Ratio élèves/Salle | Ratio élèves/Table- Banc | élèves Inscrits |
| Ouham | 58.43 | 1.73 | 26.061 | 88.87 | 5.17 | 17.773 |
| Kémo | 51.72 | 1.71 | 10.448 | 76.91 | 10.04 | 12.460 |
| Ouham-Pénde | 68.17 | 1.79 | 35.448 | 67.73 | 7.13 | 39.689 |
| Nana-Gribizi | 76.21 | 1.80 | 13.337 | 91.29 | 4.66 | 14.789 |
| Remarques | Nombre total salles de classe : 1.143 Nombre total Tables Bancs : 48.370 | | | Nombre de salles de classe détruites : 233 (20 %) Tables Bancs manquants après conflit : 36.000 (74 %) | | |

Aujourd'hui il s'agit de reconstruire une administration mais aussi une société civile et une nation autour de la remise en place de services publics, pour sortir d'une crise qui n'a que trop duré.

2/ Quelles priorités pour la formation en milieu rural ?

Les données présentées ci-dessus permettent d'esquisser des lignes directrices pour l'avenir proche :

- la réhabilitation de l'enseignement primaire doit être une priorité nationale de premier ordre, pour que le niveau de formation en milieu rural cesse de se dégrader. Des moyens très importants (en regard des ressources nationales et internationales mobilisables) doivent être consacrés à cette action. Il faut à la fois rééquiper un certain nombre d'écoles et former un nombre élevé d'enseignants (l'utilisation d'un nombre sans cesse croissant de maîtres-parents pour combler l'absence d'enseignants qualifiés est largement responsable de la faible performance du dispositif actuel). Cette réhabilitation de l'enseignement primaire permettrait de mettre en œuvre les rudiments de formation agricole qui font partie du programme officiel de l'enseignement primaire ;
- la prise en charge par l'Etat des coûts de l'enseignement primaire, aujourd'hui largement partagés avec les parents d'élèves et les communes, devrait permettre de consacrer des moyens gérés localement à des dispositifs spécifiques de formation-insertion des jeunes en milieu rural. Les Centres Ruraux d'Education et de Formation ont ouvert la voie dans ce domaine. Il s'agit de conforter ce dispositif (réflexion sur son organisation, formalisation du partenariat entre l'Etat) et de l'étendre géographiquement ;
- la formation continue des producteurs doit être largement repensée autour de la mise en place de dispositifs d'appui-conseil à l'innovation en milieu rural. Dans ce domaine tout est à construire en termes de dispositif opérationnel, de mode de pilotage et d'identification de ressources susceptibles de financer durablement cette fonction. L'ensemble des acteurs du développement rural (Etat central, collectivités locales, organisations paysannes, agences sous tutelle) doivent se mobiliser pour parvenir à proposer un schéma fonctionnel.

Après une décennie de déclin économique et social et de crises militaro-politiques, l'Etat centrafricain ne pourra pas mettre en place dans des délais très courts des dispositifs de formation de masse couvrant l'ensemble du territoire et l'ensemble des besoins des acteurs ruraux. Une stratégie d'extension progressive des activités doit être mise en place, à partir des ressources effectivement mobilisables au niveau national et auprès de la communauté internationale. Ces ressources sont aujourd'hui particulièrement modestes au regard des besoins et il est clair que les nouvelles autorités issues des récents scrutins devront montrer leur capacité à améliorer l'organisation et la gestion de l'Etat pour que la Communauté Internationale apporte sur la durée un appui substantiel, indispensable pour parvenir à un redressement réel du secteur éducatif et de l'économie rurale de la République Centrafricaine.